



3^{ème} Forum des entrepreneurs maghrébins

Allocution de Monsieur Abdellatif Jouahri

Wali de Bank Al-Maghrib

Marrakech, 17-18 février 2014

Monsieur le Chef du Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général de l'UMA,
Madame la Présidente de la CGEM,
Monsieur le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie,
Madame la Représentante Résidente au Maroc de la BAD,
Monsieur le Directeur du Bureau de la BM au Maroc,
Mesdames et Messieurs les Présidents et les Directeurs Généraux,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel plaisir de prendre part à cette rencontre d'autant plus qu'elle coïncide, jour pour jour, avec le 25^{ème} anniversaire de la création de l'Union du Maghreb Arabe, le 17 février 1989, ici même à Marrakech.

Ma première pensée est tout naturellement pour les **Pères fondateurs** qui ont œuvré avec conviction pour donner naissance à cette Union comme une promesse d'un lendemain meilleur pour les peuples de la région mais aussi comme un engagement pour la consolidation des relations historiques et la création d'un espace de vie commun et de libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux.

* * *

25 ans après, où en sommes-nous ?

Permettez-moi d'abord, pour cela, de m'arrêter sur certains chiffres.

La région compte plus de 90 millions d'habitants –dont 30% âgés de moins de 15 ans— et réalise, à fin 2012, un Produit Intérieur Brut (PIB) total d'environ \$430 milliards et un PIB moyen par habitant de près de \$4.700 ; avec toutefois des écarts importants entre les cinq pays.

Les disparités sont encore beaucoup plus larges avec les pays émergents comme le montre l'exemple de la **Turquie** qui affiche à elle seule un PIB de \$791 milliards (1,8 fois le PIB du Maghreb) en 2012, pour une population de 74 millions de personnes, ou encore avec les pays européens comme l'**Espagne** qui a atteint un PIB de \$1.351 milliards (3 fois le PIB du Maghreb) pour une population de 47 millions d'habitants.

Durant la décennie 2000 à 2010, le Maghreb a enregistré un **taux de croissance** moyen de 4,8%¹ ; une performance –certes honorable— mais qui reste insuffisante pour enrayer le chômage élevé, surtout celui des jeunes, dont souffre la région. En 2012, les données disponibles indiquent un taux de chômage moyen en Algérie, Tunisie et Maroc supérieur à 12%.

Cela reflète notamment certaines de nos défaillances structurelles, en particulier celles de nos **systèmes d'enseignement** qui peinent toujours à produire des profils adaptés aux besoins du marché du travail, impactant ainsi **la compétitivité de nos pays**. Il est vrai que des avancées ont été enregistrées en termes de scolarisation et de lutte contre l'abandon scolaire mais les problèmes liés à la qualité de l'enseignement et à la qualification des jeunes restent posés avec acuité.

¹ Algérie : 3,8% / Libye : 5,2% / Mauritanie : 5,5% / Tunisie : 4,7% / Maroc : 4,9%

Pour ce qui est de la **position extérieure**, les comptes courants consolidés des 5 pays ressortent, en 2012, excédentaires à \$27 milliards, avec un total de réserves de \$352 milliards. Les différences sont évidemment considérables entre, d'un côté, les pays producteurs de pétrole -affichant ensemble un excédent courant de près de \$42 milliards et accumulant plus de 90% des réserves de la région- et, de l'autre, les pays importateurs dont le déficit courant cumulé a atteint \$14 milliards.

Cette position aurait été meilleure si les **échanges commerciaux intermaghrébins** étaient plus développés. Ils ne dépassent pas 3% du PIB total de la région, entre 2007 et 2011, soit l'un des taux d'intégration régionale les plus faibles au niveau mondial. Pour illustrer, ce taux est de 25% pour l'ASEAN², de 16% pour le MERCOSUR³ et de 9% pour la CEDEAO⁴.

Ce n'est guère mieux au niveau des **investissements intermaghrébins** qui restent très limités, représentant moins de 1% des investissements étrangers dans la région ; ce qui est encore une fois extrêmement faible par rapport à d'autres blocs économiques régionaux : ASEAN (15%) et MERCOSUR (8%).

* * *

Peu de choses ont donc été réalisées, bien que les débuts aient été prometteurs...

² Association des nations de l'Asie du Sud Est

³ Marché commun de l'Amérique du Sud

⁴ Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Le **secteur bancaire a été précurseur** dans le développement régional, avec notamment la création en 1990 de l'Union des banques Maghrébines (**UBM**). L'UBM —que j'ai eu l'honneur de présider à sa naissance— a été à l'origine de quelques belles initiatives telles le projet de création de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur (**BMICE**) et continue, en dépit des difficultés, à œuvrer pour le renforcement de la coopération entre les sociétés et institutions financières et bancaires maghrébines.

Pour leur part, les Banques centrales ont, dès le départ, accompagné le mouvement avec la création d'un **Conseil des Banques centrales maghrébines** en vue d'une meilleure coordination dans les domaines monétaire et financier dans la perspective d'une convergence progressive vers la réalisation d'une union économique globale. Ce Conseil s'est réuni 7 fois depuis 1990, la dernière rencontre ayant eu lieu en 2008 à Tripoli.

Plusieurs résolutions ont été adoptées durant ces réunions - notamment la création des comités (i) de la supervision bancaire, (ii) de la politique monétaire et des régimes de change, (iii) des systèmes de paiement, et (iv) de la stabilité financière.

Conscient de cette situation, le Fonds monétaire international (FMI), en concertation avec les Ministres des finances et les Gouverneurs des Banques centrales, a pris l'initiative d'organiser des conférences régionales de haut niveau, qui ont vu la participation des Directeurs généraux successifs de cette Institution. L'objectif ayant été de poser les jalons d'une intégration maghrébine sur le plan financier, économique et commercial, tout en contournant les difficultés liées à l'environnement politique.

Ainsi, la première réunion s'est tenue à **Alger** en novembre 2005 sur le thème de « *la facilitation des échanges commerciaux* ». Ensuite, la réunion de **Rabat** en décembre 2006 s'est penchée sur « *les réformes du secteur financier en vue d'une intégration financière* ».

En novembre 2007, **Tunis** a accueilli la troisième réunion sur « *le secteur privé en tant que levier du développement économique et de l'intégration régionale* », avec une participation remarquée de l'Union Maghrébine des Employeurs. Le thème de la quatrième réunion, tenue à **Tripoli** en novembre 2008, a été « *l'encouragement des projets communs* ». Quant à la dernière rencontre qui a eu lieu, cinq ans après, à **Nouakchott** en janvier 2013, elle a porté sur « *les investissements intra-maghrébins et les investissements directs étrangers et leur impact sur l'emploi* ».

Néanmoins, ces initiatives n'ont pas eu la réussite escomptée avec seulement quelques réalisations limitées, à savoir :

- l'implantation de filiales d'établissements financiers tunisiens en Algérie, de filiales marocaines en Tunisie, et d'une banque d'investissement algérienne en Tunisie ;
- l'agrément marocain accordé à une société de bourse tunisienne ;
- la double cotation d'une valeur boursière tunisienne sur les places de Tunis et de Casablanca.

* * *

Aujourd'hui, 25 ans après la création de l'UMA, le bilan est clairement décevant.

Alors que la configuration mondiale tend vers la constitution d'ensembles économiques intégrés toujours plus grands et que l'on parle même aujourd'hui d'une « zone de libre échange » entre les Etats-Unis et la zone euro, et que l'on assiste en Asie à la création d'espaces communs encore plus larges, et au moment où la région d'Afrique sub-saharienne, par exemple, suscite l'intérêt de plusieurs pays économiquement avancés, nous restons absents de la scène et loin de ces polarisations.

Depuis plusieurs années maintenant, de nombreuses études –y compris celles réalisées par les Institutions Internationales– situent le coût annuel du non-Maghreb aux alentours de 2% du PIB régional total et de plusieurs dizaines de milliers d'emplois perdus annuellement. Dans ce contexte, l'Initiative Maghrébine du Commerce et de l'Investissement, qui sera officiellement lancée lors de votre conférence, constituera une étape importante et insufflera une nouvelle dynamique en vue de rattraper les opportunités perdues.

* * *

Les espoirs sont donc placés en vous, investisseurs, industriels et opérateurs privés et en votre Union Maghrébine des Employeurs, pour prendre les devants et relancer ce projet dont ceux qui nous ont devancés ont rêvé et auquel aspirent nos générations actuelles et futures.

Pour notre part, nous, Banquiers centraux, continueront d’œuvrer dans la même direction. Nous prenons l’engagement devant vous d’intensifier à nouveau nos efforts pour soutenir vos initiatives, à la fois nationales et régionales. A titre d’exemple, voyez les mesures successives prises par la Banque centrale du Maroc en faveur, en particulier, des PME et TPME. Mme Meriem Bensalah, Présidente de la CGEM mais aussi membre du Conseil de Bank Al-Maghrib, peut parfaitement en témoigner.

En réunissant les efforts de tous et avec l’espoir de voir la sagesse l’emporter au niveau de nos décideurs politiques, nous réaliserons — sur le terrain— le rêve fait par nos Pères fondateurs il y a un quart de siècle, ici même, à Marrakech. Nous restons convaincus que l’Union du Maghreb n’est pas un choix mais un impératif dicté par un passé et un avenir communs.

#